



## PSL INFO-EXPRESS: Forum du lait PSL/ZMP

# Économie laitière suisse 2025 Estimations et perspectives

Les interdépendances au niveau mondial et les évolutions possibles sont un grand défi pour l'économie laitière suisse. Le Forum du lait 2015 à Lucerne s'est penché sur le sujet.

La Fédération des Producteurs Suisses de Lait (FPSL) observe attentivement les évolutions internationales et en tire des conclusions pour orienter ses décisions. Des experts nationaux et internationaux étaient réunis au Forum du lait 2015 afin de tenir des conférences et de mener des débats sur la situation actuelle et sur les enjeux qui en découlent. Divers accords internationaux de libre-échange sont actuellement en discussion. Cette année a été signé le Partenariat transpacifique (TPP), que les États concernés ratifieront ces prochaines années. Le TPP représente la plus grande zone de libre-échange avec 40 % du commerce mondial. Cet accord implique d'importants exportateurs de produits laitiers tels les États-Unis, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, tandis que le Japon, les Philippines, la Thaïlande, le Vietnam, la Malaisie, l'Indonésie, mais aussi le Mexique, le Chili et la Colombie constituent d'importants ou



Intervenants et participants à la table ronde au Forum du lait (de gauche à droite): Erhard Richards, Carlos Martin Óvilo, Matteo Aepli, Ruedi Hägmann (modérateur), Hanspeter Kern, Markus Willimann, Markus Zemp.  
(Photo: J.-R. Stucki)

d'éventuels futurs importateurs. La conclusion du TPP fait pression sur l'UE pour qu'elle s'accorde sur le partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP). Sans ce dernier, l'UE s'expose à la menace de désavantages macroéconomiques aux États-Unis et dans d'autres pays du TPP. Une nouveauté importante est à noter: au sein du TPP, les États-Unis ont admis pour la première fois des exceptions à l'ouverture du marché avec le Canada pour les produits laitiers. Des exceptions au principe d'un accès sans réserve au marché étaient jusqu'alors exclues pour les États-Unis.

### Quelle analyse la Fédération des Producteurs Suisses de Lait fait-elle de cette situation

Les États signataires des accords de libre-échange comme le TPP et le TTIP s'attendent en principe à une expansion de leurs marchés suivie d'une évolution économique positive. L'UE y voit une chance de faciliter sa participation à la demande mondiale croissante en produits laitiers et de développer ses propres marchés. Le plus grand potentiel pour la Suisse réside dans une stratégie de différenciation par rapport au lait à l'étranger. Des arguments comme le «Swissness», le bien-être animal,

le caractère régional et la santé restent des arguments importants que seul un marketing générique solide et bien harmonisé permet de communiquer. Parallèlement, les producteurs doivent recevoir un soutien politique afin que les prestations écologiques fournies ne se transforment pas en obstacle économique. Une prestation fournie en Suisse doit être rémunérée de telle sorte que les transformateurs continuent de miser sur le site de production indigène et que la création de valeur reste en Suisse. La FPSL explore toutes les possibilités dans ce domaine, dans l'intérêt des producteurs suisses de lait.

FPSL

### Nous luttons ensemble pour défendre les intérêts des producteurs suisses de lait

«C'est en nous penchant sur l'avenir que nous pouvons le façonner activement». Ce qu'il faut comprendre de cette phrase, c'est que la FPSL s'investit dans le domaine de l'économie laitière. Il nous est ainsi possible d'identifier à temps les conséquences concrètes et de développer des stratégies pour y faire face. La production de lait en Suisse est ancrée dans la tradition et l'exportation de produits laitiers revêt une grande importance pour l'agriculture suisse. Avec l'accord de libre-échange fromager avec l'UE, nous ressentons immédiatement les changements sur les marchés étrangers. C'est d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles le marché laitier suisse est plus proche du marché européen que ne le sont d'autres branches de production de l'agriculture suisse. La pression internationale sur la Suisse est réelle et, aujourd'hui, cette pression se fait particulièrement sentir chez les producteurs de lait. Il s'agit d'éviter qu'une grande partie d'entre eux (surtout pour ce qui est du lait de centrale) ne change à court terme de branche de production.

Il est un point central: les producteurs de lait doivent se montrer unis s'ils veulent tirer le maximum de la commercialisation et de la vente de lait. Pour ce faire, il faut être personnellement ouvert au dialogue, mener des discussions intenses à l'intérieur et, le cas échéant, accepter les décisions prises démocratiquement pour l'intérêt supérieur. Au niveau politique, la FPSL met tout en œuvre pour que les producteurs de lait obtiennent de bonnes conditions cadres. Actuellement, il faut que la «loi chocolatière» soit défendue, sans tergiverser. Nous nous engageons aussi pour corriger la politique agricole. Les producteurs de lait doivent être à nouveau pris au sérieux. Nous agissons donc au niveau politique pour défendre les intérêts des producteurs. Les discussions montrent que nous devons tirer parti de la situation: la protection à la frontière doit être maintenue, en particulier pour le secteur laitier. Il nous faut aussi exploiter les atouts stratégiques du produit «lait suisse» par rapport à d'autres domaines. L'image des produits laitiers suisses est très bonne, tant en Suisse qu'à l'étranger. Avec une commercialisation adéquate, notre lait peut être tout à fait concurrentiel dans le contexte européen. Alors, au travail!

## Perspectives: l'analyse des orateurs

### Grande volatilité

La suppression des quotas dans l'UE a fait non seulement baisser les prix du lait et du fromage, mais a aussi rendu le marché imprévisible. Si, auparavant, on savait réagir aux variations saisonnières, il n'est aujourd'hui plus possible de planifier les fluctuations. Malgré cela, les livraisons de lait atteignent de nouveaux records de quantité en 2015. Les marchés en expansion ont suscité des attentes qui ont stimulé la production avec, pour résultat, une hausse des stocks aussi bien dans les pays exportateurs qu'importateurs. Pour atteindre une stabilisation durable des prix, il faut supprimer ces surplus de beurre et de poudre de lait écrémé, ou les réduire à un minimum. En Allemagne, on peut s'attendre à une augmentation de la demande dans un futur proche – une lueur d'espoir. Pour une économie laitière compétitive, l'évolution des marchés monétaires revêt une importance capitale. Alors

que l'UE profite de la situation actuelle, la Suisse, elle, en souffre.

Erhard Richards,  
Institut für Ernährungswissenschaft, Kiel.

### Demande mondiale en hausse

L'UE a introduit des quotas en 1984 pour réagir aux montagnes de beurre et aux océans de lait. Mais 31 ans plus tard, l'offre et la demande régissent à nouveau le marché. L'UE est plutôt optimiste quant à la situation à moyen terme. Les habitudes alimentaires changent dans d'importantes régions du monde et le lait apparaît sur la liste des courses. La Chine est ainsi devenue en peu de temps le plus grand importateur de produits laitiers. Au niveau mondial, les importations ont augmenté de 2,1 %. C'est l'UE qui, en grande partie, répond à cette demande en hausse. La demande étant très fluctuante, il faut que les organisations de producteurs se montrent unies et concluent avec les transformateurs des contrats à aussi long terme que possible.

C'est l'unique voie vers la stabilité. Les possibilités d'intervention de l'UE se limitent aux instruments d'intervention (achat de beurre et de poudre de lait). Ce filet de sécurité est déployé à un bas niveau et n'aura pas d'influence sur les lois du marché. C'est pourquoi les mesures complémentaires de l'UE sont importantes, comme la promotion de l'entraide, les aides directes, la promotion des ventes et la politique de recherche et d'innovation.

Carlos Martin Óvilo, DG Agriculture,  
Commission européenne, Bruxelles.

### La Suisse au pied du mur?

D'ici 2018, nous saurons si une zone de libre-échange verra le jour entre l'UE et les États-Unis (TTIP). Le cas échéant, si la Suisse ne veut pas se retrouver isolée du monde économique, il ne lui restera guère d'autre possibilité que de se rallier à un accord de ce type. C'est la seule façon d'atténuer la pression d'une fuite économique indirecte. Si, en plus

de cela, les États-Unis et les pays d'Asie du Sud-Est ratifient définitivement un partenariat transpacifique (TPP), la pression générale sur la politique économique suisse sera fortement accrue. L'économie laitière suisse ne serait pas à l'abri de cette pression et des fluctuations. Toutefois, étant donné les procédures politiques de longue haleine, il reste encore passablement de temps jusqu'à l'application effective d'un tel accord. L'ensemble de la filière doit maintenant profiter de ce temps pour se préparer sérieusement et avec réalisme à ces scénarios afin de contrer la hausse de la concurrence, la baisse des prix et l'accélération des changements structurels.

Économiquement parlant, une chose est claire:

dans un tel scénario, le lait a de meilleures cartes à jouer que d'autres secteurs de la production agricole suisse.

Matteo Aepli, EPF Zurich

Exposés en ligne sur:  
[www.swissmilk.ch/  
forumdulait](http://www.swissmilk.ch/forumdulait)

Hanspeter Kern, président de la FPSL